



# Conseil économique et social

Distr. générale  
20 avril 2017  
Français  
Original : anglais

## Commission économique pour l'Europe

### Comité de l'énergie durable

### Groupe d'experts du gaz

#### Quatrième session

Genève, 27 et 28 mars 2017

## Rapport du Groupe d'experts du gaz

### I. Introduction

1. La quatrième session du Groupe d'experts s'est tenue les 27 et 28 mars 2017<sup>1</sup>.
2. Le présent rapport résume les débats sur les travaux du Groupe d'experts à sa quatrième session. Tous les documents et exposés présentés à cette session peuvent être consultés sur le site Web de la Commission économique pour l'Europe (CEE).

### II. Participation

3. Ont assisté à la session des experts des États membres de la Commission économique pour l'Europe (CEE) suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Hongrie, Israël, Italie, Kazakhstan, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Tchéquie, Turkménistan et Ukraine. Un représentant de la Commission européenne a aussi participé aux travaux.
4. Des experts des pays ci-après ont participé à la réunion en vertu de l'article 11 du mandat de la Commission : Brésil, Cameroun, Irak, Koweït, Liban, Nigéria, Qatar, Singapour et Tunisie.
5. Des représentants de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont également participé à la session.
6. Des représentants des organisations internationales et non gouvernementales ci-après y ont eux aussi participé : Secrétariat de la Charte de l'énergie, European Biogas Association, Forum des pays exportateurs de gaz, Agence internationale de l'énergie (AIE), Union internationale de l'industrie du gaz (UIIG), Marcogaz, Association internationale des véhicules fonctionnant au gaz naturel Europe (NGVA Europe), Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Organisation des pays arabes exportateurs

<sup>1</sup> Les documents officiels de la session peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://documents.un.org/>. Les documents non officiels et les exposés présentés en séance peuvent être consultés sur le site Web de la CEE, à l'adresse : [http://www.unece.org/index.php?id=43277#](http://www.unece.org/index.php?id=43277#/).



de pétrole (OPAEP) et Société d'exploitants internationaux de transport de gaz et de terminaux gaziers (SIGTTO).

7. Le secteur privé et les milieux universitaires étaient également représentés.

### **III. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)**

8. L'ordre du jour provisoire figurant dans le document ECE/ENERGY/GE.8/2017/1 a été adopté sans modification.

### **IV. Observations liminaires (point 2 de l'ordre du jour)**

9. Le Président a décrit les travaux actuellement menés par le Groupe d'experts conformément à son plan de travail pour 2014-2017. Il a souligné que le Groupe d'experts du gaz offrait un cadre pour un échange de vues multipartite sur les moyens de promouvoir la production, la distribution et la consommation durables et propres de gaz dans la région de la CEE.

10. Son Excellence M. Abbas Al-Naqi, Secrétaire général de l'OPAEP, a prononcé un discours liminaire sur l'importance du gaz naturel dans la création d'avantages économiques mutuels et de liens économiques entre la région arabe et l'Europe.

11. Le Directeur de la Division de l'énergie durable a fait observer que les travaux du Groupe d'experts pouvaient être envisagés sous l'angle tant du climat et que du développement, l'énergie étant le fil conducteur qui reliait les 17 objectifs de développement durable. Il a présenté le programme de la session, qui comportait un atelier intitulé « Émissions de méthane : une remise en question du gaz en tant qu'atout pour les énergies durables ». Les recommandations et les conclusions issues des débats pourraient être mises à profit pour élaborer le futur guide des pratiques optimales en matière de gestion des émissions de méthane dans la chaîne de valeur du gaz, prévu dans le plan de travail du Groupe d'experts. Le Directeur a également souligné qu'il fallait examiner et arrêter le plan de travail du Groupe d'experts pour 2018-2019. Il a appelé l'attention sur le projet de conclusions et de recommandations qui avait été distribué avant la réunion.

### **V. Élection du Bureau (point 3 de l'ordre du jour)**

12. En 2016, le Groupe d'experts a élu un nouveau Bureau pour une période de deux ans à compter de la clôture de la session. Le Bureau est composé du Président, M. Francisco P. de la Flor Garcia (Espagne) et des Vice-Présidents, M. Boris Maksijan (Croatie), M. Torstein Indrebø (Norvège), M. Alexander Karasevich (Fédération de Russie) et M. Tamás Kőrösi (Hongrie). Suite à leur désignation par les États-Unis et l'UIIG, le Groupe d'experts a élu M. Daniel Hooper (États-Unis) et M. Rafael Jesus Huarte Lazaro (UIIG) membres du Bureau pour une période de deux ans.

### **VI. Table ronde sur l'approvisionnement en gaz, le transit du gaz et la demande de gaz (point 4 de l'ordre du jour)**

13. Une présentation a été faite de la situation en ce qui concerne l'offre et la demande de gaz en Europe et leurs répercussions sur les investissements réalisés en amont, en milieu de chaîne et en aval du secteur. Les participants au débat, qui a porté tant sur le gaz naturel de conduite que sur le gaz naturel liquéfié, se sont penchés sur la question des risques à court terme liés au transit et ont proposé des solutions.

## **VII. Émissions de méthane : une remise en question du gaz en tant qu'atout pour les énergies durables (point 5 de l'ordre du jour)**

14. Le Groupe d'experts a conclu que les résultats de l'enquête sur les émissions de méthane réalisée par le secrétariat avaient permis d'identifier certaines lacunes importantes en matière d'information sur les émissions de méthane. Il a noté que des lignes directrices et méthodes fondées sur les pratiques optimales pour la gestion et la réduction des émissions de méthane étaient en cours d'élaboration sur la base des directives et méthodes existantes, et a recommandé que ce travail se poursuive dans le cadre du plan de travail pour 2018-2019.

15. Le Groupe d'experts a remercié les entreprises et organisations qui avaient présenté des études de cas au cours de la session et a invité les États membres de la CEE, les sociétés gazières et les associations de l'industrie du gaz à maintenir leurs contributions.

16. Le Groupe d'experts a recommandé que les travaux futurs sur la réduction des émissions de méthane soient menés en étroite collaboration avec l'Union internationale de l'industrie du gaz et ses comités et équipes spéciales, ainsi qu'avec d'autres mécanismes internationaux, entreprises, organisations et associations, et a invité toutes les parties intéressées à se joindre à cet effort.

17. Le Groupe d'experts du gaz a reconnu les avantages économiques et écologiques potentiels de l'atténuation des émissions de méthane le long de la chaîne de valeur du gaz et la contribution que cela pouvait apporter à la réalisation des objectifs de développement durable.

18. Le Groupe d'experts a souligné qu'il était essentiel de prendre des mesures concrètes pour actualiser et affiner les données présentées dans les inventaires nationaux, afin qu'elles reflètent plus fidèlement les volumes des émissions de méthane imputables au secteur du gaz.

## **VIII. Activités et priorités de la Commission économique pour l'Europe et de son Comité de l'énergie durable (point 6 de l'ordre du jour)**

19. Prenant note de la proposition tendant à ce qu'il soit transformé en Groupe de travail, le Groupe d'experts a prié le secrétariat d'analyser les incidences d'un tel changement. Il a demandé au secrétariat d'établir un document de réflexion sur la question pour sa prochaine session.

20. Le Groupe d'experts a conclu qu'il devrait participer au huitième Forum international sur l'énergie au service du développement durable et à la réunion ministérielle qui se tiendrait du 11 au 14 juin 2017 à Astana (Kazakhstan). Il a prié le Bureau d'organiser, en coopération avec le secrétariat, un atelier CEE avec les partenaires concernés sur le rôle du gaz dans la réalisation des objectifs de développement durable.

## **IX. Guide des pratiques optimales concernant la place du gaz naturel dans le cadre d'une utilisation accrue des énergies renouvelables (point 7 de l'ordre du jour)**

21. Notant que l'utilisation des énergies renouvelables allait continuer d'augmenter et que les politiques, les technologies et les modèles d'activité économique s'inspirant des meilleures pratiques dans ce domaine n'étaient pas encore pleinement développés, le Groupe d'experts a recommandé que ses travaux futurs sur les interactions entre le secteur du gaz et celui de l'énergie renouvelable soient menés en collaboration étroite avec le Groupe d'experts de l'énergie renouvelable et le Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles. Le Groupe d'experts

considère que le gaz et les infrastructures gazières sont complémentaires des énergies renouvelables et estime que les deux sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier pour améliorer la qualité de l'air en milieu urbain et réduire le smog.

## **X. Guide des pratiques optimales concernant le gaz naturel liquéfié (point 8 de l'ordre du jour)**

22. Le Groupe d'experts a pris note du rapport sur les tendances du marché du gaz naturel liquéfié (ECE/ENERGY/101 et CEE – Série Énergie n° 48) publié récemment, ainsi que des pratiques optimales et des recommandations présentées lors la réunion, y compris en ce qui concerne les petites unités de production de gaz naturel liquéfié (GNL) et la qualité du gaz, et a exprimé sa gratitude à l'Équipe spéciale et aux autres experts ayant élaboré ce rapport.

## **XI. Levée des obstacles à l'utilisation du gaz naturel comme carburant (point 9 de l'ordre du jour)**

23. Le Groupe d'experts a remercié DNV GL d'avoir rédigé des recommandations sur l'élimination des obstacles à l'utilisation du gaz naturel dans les transports maritimes, et a recommandé que celles-ci soient ajoutées aux recommandations existantes sur l'utilisation du gaz comme combustible pour les transports terrestres et aux études de cas présentées lors de la réunion. Le Groupe d'experts a conclu en soulignant que les travaux sur l'élimination des obstacles à l'utilisation du gaz naturel comme carburant inscrits dans le plan de travail pour 2014-2017 avaient été menés à bien avec succès.

## **XII. Faits récents, perspectives et politiques à moyen et à long terme dans l'industrie gazière – communication par les pays des éléments nouveaux et activités des organisations internationales (point 10 de l'ordre du jour)**

24. Les représentants des États membres et des organisations et associations internationales ont présenté l'évolution de la situation dans leurs pays et organisations respectifs.

## **XIII. Renouvellement du mandat et plans de travail pour 2014-2017 et pour 2018-2019 (point 11 de l'ordre du jour)**

*Document(s) :* GEG-3/2017/INF.2 – Document de séance non officiel :  
Draft work plan of the Group of Experts on Gas for 2018-2019,  
*daté du 13 mars 2017.*

25. Le Groupe d'experts a décidé d'examiner et de modifier le projet de plan de travail pour 2018-2019 suivant la procédure écrite décrite aux paragraphes 26 et 27, et de soumettre le plan convenu au Comité de l'énergie durable pour validation et au Comité exécutif pour approbation ultérieure. Il a autorisé le Bureau à examiner la gamme des activités envisagées par le Groupe d'experts afin d'assurer la cohérence du plan de travail et de faire en sorte qu'il puisse être soumis en temps voulu.

26. Le Groupe d'experts est convenu de travailler suivant une procédure écrite pendant les périodes intersessions pour les sujets soumis à des contraintes de temps.

27. Selon cette procédure, l'approbation des documents, y compris les plans de travail et les documents pour lesquels le Comité de l'énergie durable doit donner son aval, devrait se dérouler de la manière suivante :

a) Une « équipe spéciale » appuyée par le secrétariat élabore un projet de document. Le Bureau s'associe aux préparatifs par un examen périodique et des consultations ;

b) Le projet est soumis au Groupe d'experts qui dispose de vingt et un jours au minimum pour formuler des observations. L'absence d'observations durant cette période est considérée comme une approbation tacite. Les observations adressées au secrétariat doivent être prises en compte dans le projet, qui est alors modifié en conséquence. Les raisons pour lesquelles il n'a pas été donné suite aux observations doivent être communiquées ;

c) Une fois les observations prises en compte, le Bureau examine le projet révisé en vue de son approbation. Toute modification importante dans le projet révisé doit être signalée au Groupe d'experts pour examen conformément à l'alinéa b) de la mesure 27 ;

d) La version finale du projet est soumise au Comité de l'énergie durable pour adoption.

28. Le Groupe d'experts a conclu que la mise en œuvre efficace du plan de travail pour 2018-2019 nécessiterait la participation active de « champions » qui se chargeraient d'activités spécifiques.

29. Notant que des progrès importants avaient été accomplis dans la mise en œuvre du plan de travail pour 2014-2017 et que certaines questions importantes devaient encore faire l'objet d'une attention particulière, le Groupe d'experts a décidé de demander au Comité de l'énergie durable que son mandat soit prorogé pour une période de quatre ans.

#### **XIV. Préparatifs de la cinquième session (point 12 de l'ordre du jour)**

30. Le Groupe d'experts a recommandé que la partie de la cinquième session consacrée aux questions de fond s'appuie sur le plan de travail pour 2018-2019. Parmi les thèmes proposés figuraient : la part du gaz dans l'amélioration de la qualité de l'air urbain, les conversions au gaz naturel, le pouvoir transformateur des marchés du GNL, et la part du gaz dans l'atténuation des changements climatiques.

31. La cinquième session du Groupe d'experts se tiendra en mars 2018 à Genève.

#### **XV. Questions diverses (point 13 de l'ordre du jour)**

32. À sa vingtième-cinquième session, le Groupe de l'énergie durable a prié le Groupe d'experts du gaz d'étudier, à sa quatrième session, la possibilité d'établir un conseil consultatif de l'industrie du gaz pour promouvoir la réalisation des objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur les changements climatiques et de lui soumettre ses recommandations à sa vingt-sixième session. Le Groupe d'experts a noté que le Comité exécutif de la CEE examinait toutes les options pour renforcer le dialogue entre l'industrie du gaz et les États membres de la CEE, y compris la possibilité que le Groupe d'experts du gaz devienne la plateforme de dialogue. Il a prié le secrétariat d'établir un document de réflexion qui expose les différentes solutions possibles et les incidences que celles-ci pourraient avoir sur le Groupe d'experts du gaz.

## **XVI. Adoption des conclusions et recommandations (point 14 de l'ordre du jour)**

*Document(s) :* GEG-3/2017/INF.1 – Document de séance non officiel :  
Draft Conclusions and Recommendations arising from the Group  
of Experts on Gas, *daté du 15 mars 2017*.

33. Les conclusions et recommandations ont été adoptées et sont consignées sous les différents points de l'ordre du jour auxquels elles se rapportent et qui sont présentés dans le présent rapport.

## **XVII. Adoption du rapport et clôture de la session (point 15 de l'ordre du jour)**

34. Le rapport de la réunion a été adopté, y compris les conclusions et recommandations, sous réserve des modifications rédactionnelles et de mise en page nécessaires.

---